

L'â??influence turque faiblit en Asie centrale

Description

La dissolution de l'Union soviÃ©tique a fait vaciller les Ã©quilibres rÃ©gionaux du dÃ©but des annÃ©es 1990 et a conduit les Etats d'Asie centrale turcophones Ã se mettre en quÃªte de nouveaux partenariats. DÃ©nuÃ©s d'expÃ©rience dans les relations diplomatiques, ils ont trouvÃ© en la Turquie un partenaire accessible, prÃªt Ã les aider Ã ouvrir les portes de la coopÃ©ration internationale et Ã guider leurs premiers pas dans l'Ã©conomie de marchÃ©.

Si, au dÃ©but des annÃ©es 1990, certains observateurs internationaux pensaient que seule lâ??idÃ©e d'â??accrocher les Etats d'Asie centrale Ã la Turquie devait permettre d'â??assurer la stabilitÃ© de cette rÃ©gion du globe, on constate cependant que cette stabilitÃ© existe, mais sans la Turquie. Cette derniÃ¨re a-t-elle encore les moyens de s'â??imposer en leader naturel dans cette rÃ©gion ?



Les annÃ©es 1990: une diplomatie turque innovante en Asie centrale

Les pays d'Asie centrale partagent avec la Turquie une histoire et une culture millÃ©naire^[1]. Le courant panturc en Turquie a naturellement saisi lâ??opportunitÃ© de la dislocation de lâ??URSS pour tenter de se rapprocher des rÃ©publiques d'Asie centrale dans le but de constituer une communautÃ© turcophone cohÃ©rente autour de la Turquie, s'â??imposant en intermÃ©diaire incontournable entre Europe, Russie, Chine et monde Arabe. Cette initiative a recueilli un Ã©cho d'â??autant plus favorable de la population turque que le projet d'â??adhÃ©sion de la Turquie Ã la communautÃ© Ã©conomique europÃ©enne portÃ© par les kÃ©malistes a essuyÃ© deux Ã©checs successifs, le premier en 1987 lorsque le parlement europÃ©en conditionne lâ??intÃ©gration de la Turquie Ã la reconnaissance du gÃ©nocide armÃ©nien et le second en 1989 par lâ??avis nÃ©gatif provisoire sur lâ??ouverture des nÃ©gociations d'â??adhÃ©sion prononcÃ© par la Commission europÃ©enne.

D'Ã©s lors, lâ??Etat turc a dÃ©veloppÃ© sa politique extÃ©rieure sur deux axes parallÃ¨les, lâ??un vers lâ??Europe et lâ??autre plus innovant vers lâ??Asie centrale. La Turquie a Ã©tÃ© l'un des premiers pays Ã reconnaÃ¢tre officiellement les indÃ©pendances des pays d'Asie centrale et a entrepris de donner corps Ã son projet de communautÃ© turcophone. Elle a mis au point une diplomatie trÃ¨s audacieuse, d'â??assistance et d'â??ouverture Ã©conomique, de formation des Ã©lites, de rapprochement culturel et en particulier linguistique. Ses promesses ont nourri lâ??espoir des pays centrasiatiques de pouvoir Ã©chapper Ã la confusion dans laquelle ils commenÃ§aient Ã s'â??enliser. Ils faisaient confiance en la capacitÃ© de la Turquie Ã les aider ainsi qu'Ã fÃ©dÃ©rer la rÃ©gion. Ainsi en mars 1992, le prÃ©sident Ouzbek, Islam Karimov, dÃ©clarait Ã son homologue turc Ã «*Un jour viendra oÃ¹ nous siÃ©gerons dans le mÃªme parlement*».

Sur le plan Ã©conomique, de nombreuses dispositions bilatÃ©rales ont Ã©tÃ© prises afin de faciliter les investissements turcs. Des banques et de nombreuses entreprises se sont crÃ©Ã©es sous forme

de sociétés mixtes. Les investissements directs turcs sont la source de la création de plusieurs dizaines de milliers d'emplois en Asie centrale. Il est incontestable que de part et d'autre de la mer Caspienne, chacune des parties a tiré profit de ces collaborations.

Mais ces succès économiques ne masquent pas le manque de résultats par rapport aux espoirs suscités, en particulier sur le plan de la construction politique de l'espace panturc. Les seules avancées significatives furent réalisées lors des sommets turcophones organisés à partir de 1992 et relèvent des domaines culturel et linguistique. En particulier, les ministres de la Culture et de l'Éducation des pays turcophones s'accordèrent sur la création d'un alphabet latin de 34 lettres pour la transcription des langues turques. Cette mesure est qualifiée de réussite par les Turcs, puisque l'Azerbaïdjan l'adopta, puis le Turkménistan et l'Ouzbékistan après modifications. Cependant, le choix du Kazakhstan et du Kirghizstan de ne pas latiniser leur écriture dans les faits, constitue un obstacle sérieux à l'émergence d'un espace de communication turcophone homogène que l'élite panturque de Turquie appelle de ses vœux.

Convaincue que la constitution d'un pôle régional turcophone reste encore possible, la Turquie poursuit ses efforts diplomatiques pour diffuser ses normes culturelles. Elle crée des écoles et des lycées en Asie centrale. En 1997, elle ouvre, au Kazakhstan, l'université turco-kazakhe Ahmet Yesevi pouvant accueillir 10 000 étudiants sur 300 ha. Elle détourne le satellite Tarsat des populations turques d'Europe occidentale et d'Asie centrale en direction de l'Asie centrale afin de diffuser ses programmes culturels. Plus que la marque d'un attachement particulier pour les peuples d'Asie centrale, la Turquie démontre par ses actions qu'elle considère que son avenir dépend principalement de cette région du globe.

Premiers conflits politiques et commerciaux

Si la Turquie a beaucoup investi en Asie centrale, elle est loin d'avoir comblé les espoirs qu'elle y a fait naître au lendemain des indépendances. Dans ses premières visites officielles en Asie centrale, elle a affirmé ne pas vouloir s'imposer dans cette région afin de ne pas s'attirer les foudres de la Russie mais le président Turgut Özal déclara pourtant que «*la Turquie allait faire son entrée dans le XXI^e siècle en tant que puissance régionale*». Outre la démonstration que l'ambition turque est bien panturque et homogène, cette phrase créa un malaise en Russie et ne manqua pas d'irriter ses nouveaux partenaires centrasiatiques, soucieux de préserver leur souveraineté fraternellement acquise^[2].

Le troisième millénaire a vu naître les premiers conflits politiques et commerciaux qui ont sérieusement mis à l'épreuve la solidarité panturque. Un différend oppose Azéris et Turkmènes sur le partage des richesses de la mer Caspienne. De plus, la Turquie ayant accueilli des opposants au régime ouzbek, elle se voit accusée d'avoir voulu déstabiliser le régime ouzbek entraînant le retour précipité d'étudiants ouzbeks de Turquie. En outre la Turquie a demandé le maintien au sol d'avions de la compagnie Air Astana en Turquie en garantie du paiement d'une dette par le gouvernement kazakhe. En tout état de cause, ces nombreux exemples montrent l'inadéquation du modèle panturc^[3] importé de Turquie à la réalité géopolitique régionale.

Astana, nouvelle capitale du monde turc ?

Cependant les échanges commerciaux ont continué de progresser. La Turquie est devenue la seule puissance intermédiaire à s'être octroyé une place de choix au milieu des grandes

puissances que sont la Russie, l'Europe et la Chine. Elle importe de l'Asie centrale des matières premières et leur exporte en retour des produits manufacturés. On notera au passage la signature en 2005 avec le Kazakhstan d'un important contrat de fourniture d'équipements militaires pour un montant de 900 millions de dollars pour lequel certains veulent voir les fruits de la politique turque.

Le paysage économique de l'Asie centrale se modifie peu à peu avec, en figure de proue, le Kazakhstan qui se distingue particulièrement par son dynamisme. Avec un PIB à parité de pouvoir d'achat qui a atteint 11 000 \$/hab. en 2007, il a dépassé celui de la Turquie de 9 000 \$/hab. et fait donc glisser le centre d'influence économique du monde turc, d'Ankara vers Astana, ce qui n'est pas sans poser la question du positionnement géopolitique du Kazakhstan, à la croisée des mondes russe, chinois, européens et turc.

En 2007, le Kazakhstan a décidé d'exporter son gaz par la seule voie de la Russie. S'il devait prendre la même décision à propos de l'exportation de son pétrole dont la production devrait augmenter considérablement^[4] (ce qui signifierait remettre l'ensemble de sa production énergétique aux mains de la Russie), Astana réduirait à néant tous les espoirs turcs de construction de l'espace turc. A contrario, s'il devait choisir la voie alternative de la Turquie, en plus d'assurer la diversification de ses débouchés, le Kazakhstan pourrait conserver un rôle prépondérant sur la scène internationale. Dans ce dernier cas, l'opportunité s'offrirait au Kazakhstan de reprendre l'initiative sur le dossier turc, en proposant un nouveau modèle de relation au sein du monde turc, au côté duquel le rôle de la Russie serait clairement identifié.

Par Serge PREVOT

Vignette : Julien Brygo – <https://www.julienbrygo.com/>

[1] Jean Paul Roux – Histoire des Turcs – Fayard 2000

[2] Bayram Balci – Les relations entre la Turquie et l'Asie centrale Turcophone. Cairn 2005

[3] Patrick Karam – Asie Centrale. Le nouveau Grand Jeu – L'Harmattan 2002 – p. 143-152

[4] Philippe Sobille-Lopez – Géopolitiques du pétrole – Armand Colin 2006 – p. 185-237

244x78

Image not found or type unknown

date créée

01/04/2008

Champs de mots

Auteur-article : Serge PREVOT